

AGRICULTURE

Les fermes familiales vivent-elles leurs derniers jours ?

Depuis plusieurs années, l'agriculture familiale doit faire face à l'agro-business. Affaiblie, voire menacée, elle résiste néanmoins. Des projets pour une agriculture à taille plus humaine, plus locale et plus respectueuse de la nature se font jour. La FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) a décrété 2014 « Année Internationale de l'Agriculture Familiale » pour sensibiliser les populations et stimuler les politiques nationales.



Sur les façades de la longue rue aux maisons de pierre bleue, on devine çà et là la porte d'une grange, l'ouverture d'un fenil ou l'entrée d'une étable. Jusqu'il y a peu, on pouvait encore admirer, sur le côté de la forge, le travail qui maintenait les chevaux de

trait pendant que le maréchal-ferrant leur clouait de nouveaux fers aux sabots. Les restaurations n'ont pas effacé toutes les traces du passé de ce village rural de l'Entre-Sambre-et-Meuse qui comptait encore une vingtaine de petites fermes voilà cinquante ans. À Pesche, beaucoup

de gens vivaient alors de l'agriculture au sein de petites unités familiales où l'on pouvait se fournir en lait, beurre, viande et pommes de terre.

En quelques années, les fermes ont disparu. Il était devenu impossible de vivre et de faire vivre une famille avec quelques



bêtes et quelques hectares de culture. Les bâtiments ont été transformés en habitations puis en immeubles à appartements. Aujourd'hui, quatre exploitations agricoles se partagent les terres. Mais qu'en restera-t-il dans une génération ?

PRODUIRE PLUS

Pour Xavier, cultivateur en Thudinie, cette évolution des exploitations agricoles s'explique par le fait qu'à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, la productivité a été encouragée pour faire face au manque alimentaire. D'une part, on a augmenté les rendements par la mécanisation, l'utilisation d'engrais et la génétique en matière animale et d'autre part, les terres qui s'étaient morcelées au fil des générations ont été restructurées pour former des exploitations toujours plus vastes. Résultat : depuis les années 1950, à chaque génération, le nombre d'agriculteurs est divisé par deux et celui des exploitations ne cesse de diminuer. Mais en trente ans, leur taille moyenne est passée de vingt à cinquante hectares en Wallonie. Fait significatif : la proportion de la main d'œuvre non familiale est en constante progression, de 4 à 18% en trente ans. Pourtant, de manière générale en Europe, on a gardé des structures de production familiale mais leur importance et leur taille sont variables. Le système de production industrielle est loin de s'être généralisé.

DU SIMPLE AU DOUBLE

Reprendre une exploitation agricole devient de plus en plus difficile. En Belgique, les petites et moyennes exploitations sont confrontées à la flambée des prix sous la pression spéculative de financiers qui, comme Albert Frère, investissent (on s'interroge pourquoi) dans l'achat de riches terrains agricoles. Le prix de la terre est déconnecté de son rendement. Sous peine de s'endetter considérablement et durablement, un simple cultivateur ne peut s'en faire l'acquéreur. À moins d'avoir les reins très solides. À cette difficulté pour conserver des terres à cultiver ou des prairies à faire paître, s'ajoute encore la fluctuation des prix des denrées liée à la spéculation et à la mondialisation du marché. Ces trois dernières années, le prix des céréales a

varié du simple au double. Même chose pour les pommes de terre dont le prix double alors que le volume de production ne baisse que de 10 à 20%. Autre exemple : le Brésil a transformé une bonne partie de ses excès de sucre en éthanol. Mis en concurrence avec le maïs américain transformé lui aussi en éthanol, le Brésil s'est remis à faire du sucre. Et le marché mondial s'est écroulé avec pour conséquence la baisse du prix des betteraves des cultivateurs wallons. Les agriculteurs des pays du Nord comme du Sud ont désormais leur destinée liée aux aléas du marché mondial.

Les agriculteurs des pays du Nord et du Sud sont confrontés aux mêmes défis d'avenir. Pourquoi pas une plus grande solidarité ?

Dans l'élevage, les crises se sont aussi succédé : vache folle, crises du lait, diminution de vente de viande bovine de qualité blanc-bleu, etc. Sans le système d'aides européennes, les exploitations familiales ne pourraient tenir le coup. Mais ce système n'est pas non plus la panacée. On touche des primes alors que les prix sont très bons et il arrive qu'on en soit exclu alors que les prix sont très mauvais ! En 2017, les quotas sur le lait seront supprimés et le secteur sera laissé aux mains du marché mondial et de la spéculation. Certains pointent un déficit de l'autorité publique : ne pas intervenir sur le marché peut s'avérer très dangereux.

MAL-ÊTRE

Ces évolutions et ces difficultés que traverse le monde agricole expliquent pour une part l'augmentation importante du nombre de suicides dans le milieu des agriculteurs. En Belgique, on est plutôt discret sur le sujet. Mais le phénomène est mondial : on en dénombre 800 par an en France et... 20 000 par an en Inde. C'est la manifestation d'un mal-être plus général. « *L'agriculteur se retrouve de plus en plus seul face à des problèmes qui peuvent dégenerer*, explique Xavier. *Les contacts entre fermiers sont moins nombreux qu'auparavant.* » En 2005, l'ASBL Agrical a été créée précisément pour assurer un soutien psychologique et juridique aux agriculteurs, parfois en profonde détresse, qui y font appel pour sortir de l'isolement.

CRÉATIVITÉ

Pourrait-on rêver d'une agriculture plus soucieuse de l'humain ? Davantage de consommateurs cherchent une alimentation plus saine et une proximité avec les producteurs. Des alternatives aux grands circuits de distribution se développent. En la matière, il y a des pionniers comme la coopérative Coprosain à Ath. Ou la Halle de Han près de Rossignol. Chaque vendredi, les producteurs de la région viennent vendre leurs produits et rencontrer leurs clients sous un marché couvert. Les boucheries à la ferme se multiplient, de même les minoteries qui proposent des farines biologiques ou encore les petites exploitations laitières qui fabriquent leurs propres fromages et yaourts. Les gîtes à la ferme rapprochent aussi producteurs et consommateurs et favorisent la sensibilisation des visiteurs aux problèmes du monde agricole et rural.

Dans la région de Saint-Gérard, la ferme laitière d'un couple d'agriculteurs risque d'être amputée d'un tiers de sa surface agricole par la mise en vente des terres suite à un partage d'héritage. Avec l'aide de l'ASBL Terre-en-vue, le couple a invité les citoyens locaux à acheter des parts dans la ferme pour maintenir une agriculture familiale durable et de qualité à proximité.

L'agriculture biologique constitue aussi un créneau alternatif. En Belgique, le nombre d'exploitations agricoles « bio » a décuplé en vingt ans et les trois quarts d'entre elles sont wallonnes. Comme la ferme biologique de Jambjoule près de Rochefort où des citadins se sont reconvertis en éleveurs de vaches laitières et d'agneaux. Mais le bio peut aussi devenir victime de son succès. Si l'on n'y prend pas garde en ajoutant un critère de proximité, la production risque de se délocaliser dans les pays de l'est de l'Europe où le coût du travail est moins élevé.

Dans le monde, l'agriculture familiale reste la principale forme de production alimentaire (70%) et le plus gros fournisseur d'emplois. La défendre et la soutenir apparaît comme un enjeu capital pour relever les défis en matière de sécurité alimentaire, d'environnement, de lutte contre la pauvreté et de justice sociale.

Ariane, mère, fermière et militante

Dans une ferme laitière et un magasin « bio » de Watrinsart, hameau de Florenville, l'ancienne enseignante Ariane Charrière épaulé son compagnon, issu d'une longue lignée d'agriculteurs. Tout en militant au Mouvement d'Action Paysanne (MAP).

« **M**a vie de fermière et de mère de trois jeunes enfants n'est pas compliquée, dit Ariane Charrière, parce que le travail se fait en couple, sur notre lieu de vie et avec l'aide de grands-parents proches. Mais ce l'est plus pour les engagements à prendre aux côtés de paysans de chez nous, en en vue de défendre la cause commune à notre métier. Beaucoup l'exercent à travers le monde dans des conditions bien plus difficiles. »

POUR DES PRODUITS DE QUALITÉ

Ayant bien connu le développement agricole promu majoritairement chez nous, le couple pratique et défend à présent « une agriculture qui soit à la fois respectueuse de la terre, de ceux et celles qui la pratiquent et de ceux et celles qui s'en nourrissent. C'est-à-dire une agriculture qui fournit des produits de qualité, pas nécessairement complètement bio – même si ceux-ci sont fort demandés dans notre magasin et sur les marchés –, mais, en tout cas, plus à la merci de la chimie, comme l'est l'agrobusiness toujours dominant et dont il n'est pas facile de sortir. »

POUR LA COMMUNAUTÉ

Cette démarche est encouragée par le Mouvement d'action paysanne (MAP), créé en 1998 et dont Ariane Charrière est vice-présidente : « Comme mouvement, le MAP se doit de prendre en compte à la fois le savoir-faire agricole et les nouvelles technologies. Mais il est aussi un syndicat soucieux du sort de la communauté qui inclut producteurs et consommateurs. Contrairement aux grandes organisations agricoles, il ne dépend pas de permanents devenus très professionnels, mais plus assez proches de leurs membres, comme on l'a vu lors de la crise du lait. Parce qu'il est avant tout formé par ses membres, paysans et sympathisants, le MAP a malheureuse-

ment des difficultés à suivre les agendas politiques, les rencontres chez les ministres ou les manifestations publiques. Et pourtant, les marques de soutien augmentent, comme celles de Pierre Rabhi, pionnier de l'agriculture biologique, qui redonne sa place au politique et à l'économique. On est aussi épaulé par d'autres acteurs de la cause paysanne menant notamment des expériences communautaires. » Dans le même temps, on assiste en Flandre, fief du puissant Boerenbond, à une renaissance progressive de l'agriculture familiale, mais qui ne dispose que de peu de terrains et qui reste donc une agriculture périurbaine.

Quant au MAP, il a réussi à se voir reconnaître par la Région wallonne six fermes-écoles placées sous le sigle EPI (École Paysanne Indépendante). On y transmet, durant toute une saison de végétation, les savoirs paysans concernant l'élevage, le maraîchage, la polyculture, l'horticulture, mais aussi la gestion.

AU SEIN DE VIA CAMPESINA

« Au niveau européen et mondial, relève la vice-présidente, le MAP a la chance de participer au mouvement désormais légitime et fabuleux Via Campesina, qui a été créé à Mons en 1993. Car pour défendre et promouvoir une agriculture respectueuse, il faut, bien sûr, travailler ici et permettre à d'autres d'en faire de même ailleurs, ce qui ne l'est pas par l'agrobusiness, voire par l'agriculture biologique. Mais il est aussi important de créer des liens humains et des connexions entre paysans. Il est tout aussi nécessaire d'exercer collectivement un devoir de vigilance, entre autres vis-à-vis des multiples réglementations qui découragent les agriculteurs ou ceux qui voudraient s'engager. »

Jacques BRIARD

Mouvement d'Action Paysanne ✉ rue de France, 48, 6820 Florenville.

☎ 061.31.47.49 🌐 www.lemap.be 📧 info@lemap.be



© Ariane Charrière

EN FAMILLE.

Ils défendent les valeurs de l'agriculture.

Carême pour les paysans brésiliens

Devenue sixième puissance économique mondiale, le Brésil reste un champion des inégalités. Elles frappent spécialement les petits paysans. Grâce à sa campagne Carême 2014, *Entraide et Fraternité*, rejoint par l'évêque Rixen, les soutient.

Entraide et Fraternité lance sa campagne carême en mars et en avril. L'occasion pour l'ONG belge de financer plusieurs projets en faveur des petits paysans brésiliens, écrasés par un agrobusiness aux allures de rouleau-compresseur.

Côté pile : un pays de 8,5 millions de km², soit le plus grand d'Amérique du Sud ; un pays présidé par une femme de dialogue Dilma Rousseff, d'origine bulgare et ancienne chef de cabinet de son prédécesseur Lula ; un pays bien loin de la dictature militaire, au pouvoir de 1964 à 1985 ; un pays qui connaît un réel essor économique, d'importants efforts de redistribution et programmes sociaux. Côté face : plus d'un quart des 200 millions de Brésiliens végète toujours dans la pauvreté absolue.

UN MATCH SANS MERCI

« Au Brésil, explique-t-on à *Entraide et Fraternité*, qui y soutient des partenaires locaux depuis des dizaines d'années, les injustices se constatent encore partout et surtout dans la répartition des terres. Dans ce pays qui s'apprête à accueillir la Coupe du monde de football, un match bien plus fondamental se joue entre agrobusiness et petits paysans. Il oppose deux modèles agricoles radicalement différents et donc



© Entraide et Fraternité

PARTENAIRES LOCAUX.

Un moyen de réduire les injustices au pays de la coupe du monde de Football 2014.

deux modèles de société et de vie.»

Cependant, paysans et mouvements sociaux unissent leurs forces « pour revendiquer une réforme agraire, pour pouvoir mieux produire et mieux écouler leurs productions. »

C'est dans cette optique que les cinq partenaires d'*Entraide et Fraternité* participent à un programme cofinancé par le Gouver-

nement fédéral : Via Campesina-Brésil, le Mouvement des petits agriculteurs (MPA), la Fédération nationale des travailleurs et travailleuses de l'agriculture familiale (FETRAF), le Mouvement des paysans sans terre (MST) et la CPT ou Commission Pastorale de la Terre de Goias.

MGR RIXEN AUX CÔTÉS DES SANS TERRE

Depuis longtemps, l'ONG soutient la CPT du diocèse de Goias, dont l'évêque est Mgr Rixen, né à La Calamine et devenu citoyen brésilien. Il est très impliqué dans la problématique brésilienne. « Comme partout au Brésil, explique-t-il, on constate à Goias l'expansion de l'agrobusiness largement soutenu par le Gouvernement. Des grandes monocultures aux mains de quelques gros propriétaires et destinées aux exportations, ainsi que la construction de barrages rendent la terre de plus en plus rare et provoquent le déplacement des petits paysans qui fournissent pourtant la majorité de l'alimentation consommée localement. Aussi, la CPT les forme aux techniques agro-écologiques et a de beaux projets comme des jardins communautaires ou des coopératives. Car il faut les aider à continuer à produire et à vendre. »

Jacques BRIARD

POUR S'INFORMER ET PARTAGER

Loin d'être limité aux deux collectes prévues dans les églises les 30 mars et 13 avril, le Carême de Partage 2014 permettra aussi d'en savoir plus sur les petits paysans du Brésil et autres partenaires du Sud. Avec :

- des témoignages de Mgr Rixen, des cinq partenaires brésiliens, des adultes et jeunes ayant été au Brésil en 2013 ;
- un colloque international « Pour que la Terre tourne plus juste. L'engagement des chrétiens » organisé à Louvain-la-Neuve par « Entraide et Fraternité » et l'Institut de recherche Religions, Spiritualités, Cultures, Sociétés de l'UCL (aux auditoires Socrate, 12, place cardinal Mercier). Au programme: ouverture le jeudi 13 mars à 19h avec Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, et Elena Lassida, de l'Institut Catholique de Paris ; puis, vendredi 14 et samedi 15, à partir de 9h, exposés théologiques et ateliers (Intervenants : Jacques Vermeylen et Myriam Tonus (Belgique), Tereza Calavacanti et Mgr Rixen (Brésil), Mgr Maroy et Albertine Tshibilundi (RDC), Mgr Ramazzini (Guatemala), Naiyana Vichitporn (Thaïlande), Michel Molitor (président d'« Entraide et Fraternité-Vivre Ensemble »), Walter Lesch (UCL) et Mgr Delville (évêque de Liège)
- des outils dont le périodique *Juste Terre!* de mars 2014 et des fiches pédagogiques sur le Brésil (gratuits), le nouveau document *Souveraineté alimentaire et agriculture paysanne : quels défis pour les groupes paysans ?* (5 €) ; *État des résistances dans le Sud. Les mouvements paysans* coproduit par le CETRI et « Entraide et Fraternité » (13 €), des Pistes de célébrations (1,5 €), un Poster de Carême *Donne-nous aujourd'hui...* (0,20 €), un Calendrier de carême des enfants (3 € pour 6), une Veillée des participants aux JMJ de 2013, le dossier *Souveraineté alimentaire, Dieu de Justice et Entraide* (5 €) et le nouveau livre sur le théologien belgo-brésilien José Comblin (17 €).